



MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Acheteur

État – Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Guadeloupe
Service Ressources Naturelles (SRN)
Saint-Phy BP 54
97102 Basse-Terre Cedex

Pouvoir adjudicateur

État, représenté par Monsieur le Préfet de la région Guadeloupe

Objet du marché

Sur le district hydrographique de Guadeloupe et de Saint-Martin le marché couvre :

- la révision du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux et du programme de mesures associé ;
- la rédaction du rapport d'Évaluation Environnementale ;
- la mise en forme des données pour le rapportage européen et l'accompagnement de la DEAL jusqu'à leur validation par la commission européenne
- l'élaboration du plan d'actions opérationnel territorialisé.

Remise des offres

Date limite de réception : 30 novembre 2025

Le présent CCTP comporte 2 annexes.

Préambule:

En application de la directive européenne cadre sur l'eau dite DCE et pour répondre aux défis d'une gestion durable de l'eau, le législateur français a progressivement instauré une logique de gestion intégrée de l'eau et des milieux aquatiques via un plan de gestion ; le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion et des Eaux (SDAGE) d'une durée de 6 ans.

Le SDAGE et le programme de mesures (PdM) de la Guadeloupe et de Saint-Martin pour la période 2028-2033, élaborés respectivement par le comité de l'eau et de la biodiversité (CEB) et par le préfet coordonnateur de bassin – i.e. le préfet de la Guadeloupe – doivent être révisés et publiés au journal officiel avant le 31 décembre 2027.

En Guadeloupe, le SDAGE est élaboré par le CEB, qui a créé en son sein une commission eau et planification chargée de lui préparer l'élaboration du SDAGE et les avis à lui soumettre. L'organisation et le suivi de l'ensemble de la démarche de révision du SDAGE et du PdM sont assurés par la Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DEAL) et l'Office de l'eau de Guadeloupe qui constituent « l'équipe projet du bassin ».

De plus, le SDAGE est accompagné d'autres documents destinés à fournir des informations complémentaires : des synthèses, un programme de surveillance et un programme pluriannuel de mesures.

Enfin, la directive européenne du 27 juin 2001¹ a introduit la démarche d'évaluation environnementale :

« tous les plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale préalable à leur adoption ».

L'évaluation environnementale vise à s'assurer que les orientations prises et les actions programmées vont contribuer à améliorer la qualité de l'environnement des territoires et respecter les engagements européens, nationaux et régionaux en matière d'environnement et de développement durables.

¹ Directive européenne du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (directive 2001/42/CE)

Table des matières

1	CONTEXTE ET OBJECTIFS.....	4
1.1	Travaux préalables à l'élaboration du SDAGE 2028-2033.....	5
1.1.1	Identification des enjeux de l'eau par la population et les institutions.....	5
1.1.2	La mise à jour de l'état des lieux : une analyse du territoire.....	5
1.2	Contexte réglementaire: Procédure.....	6
2	OBJET DU MARCHÉ.....	7
3	OBJECTIFS ET CONTENU DES PRESTATIONS À RÉALISER.....	9
3.1	Rappel de la définition et des enjeux du SDAGE.....	9
3.2	Rappel de la définition et des enjeux du PdM.....	9
3.3	Rappel de la définition et des enjeux de l'évaluation environnementale.....	9
3.4	Contenus des différents documents - animation.....	9
3.4.1	Le SDAGE 2028-2033.....	9
3.4.2	Le programme de mesures 2028-2033.....	12
3.4.3	Évaluation environnementale.....	13
3.4.4	Le plan d'actions opérationnel territorialisé (PAOT).....	14
3.4.5	Animation - Accompagnement - Communication.....	14
3.5	Livrables.....	15
3.5.1	Corps du SDAGE.....	15
3.5.2	Documents d'accompagnement du SDAGE.....	16
3.5.3	Programme de mesures (PdM).....	16
3.5.4	Évaluation environnementale.....	17
4	DÉROULEMENT DU PROJET.....	18
4.1	Maîtrise d'ouvrage.....	18
4.2	Composition de « l'équipe projet du bassin ».....	18
4.3	Remise des documents et données.....	19
4.4	Planning prévisionnel et délai d'exécution.....	19
5	COMPÉTENCES REQUISES.....	20
6	TEXTES DE RÉFÉRENCE ET DOCUMENTS DE CADRAGE.....	20
7	ANNEXES.....	21
7.1	Annexe 1: Tableau 1: Calendrier Prévisionnel.....	22
7.2	Annexe 2: Cahier technique des données géographiques.....	24
7.2.1	Généralités.....	24
7.2.2	Format attendu des données géographiques.....	24
7.2.3	Systèmes de coordonnées.....	25
7.2.4	Organisation et structuration des données.....	26
7.2.5	Référentiels.....	27
7.2.6	Prestations SIG attendus et rendu cartographique.....	27
7.2.7	Contrôle qualité.....	28
7.2.8	Mesure de conservation.....	28
7.2.9	Livraison de la fiche de métadonnées et du catalogue d'attributs.....	28
7.2.10	Livrables.....	29
7.2.11	Droit de propriété.....	29
7.3	Annexe 3 : Engagement - données géographiques IGN.....	30

1 CONTEXTE ET OBJECTIFS

Pour répondre aux défis d'une gestion durable de l'eau, la directive européenne cadre sur l'eau (DCE, 2000/60/CE) fournit un cadre de travail pour l'évaluation et la gestion de l'eau au sein de l'Union européenne. Elle prévoit une organisation à l'échelle du district hydrographique et un échelonnement des objectifs sur des cycles successifs de six ans (principe de réalisme). Chaque cycle comporte plusieurs étapes : un état des lieux des ressources en eau et des risques, l'identification des principaux enjeux, la fixation des orientations et objectifs de la politique à mener au regard de ces enjeux, et précise les moyens permettant d'atteindre ces objectifs.

La DCE a fixé trois cycles successifs pour atteindre le bon état des eaux d'ici 2027. Cet objectif n'ayant pas été atteint sur l'ensemble des masses d'eau compte tenu des difficultés rencontrées, les États Membres ont engagé les travaux de préparation d'un quatrième cycle de gestion de l'eau pour la période 2028-2033.

Pour le cycle 2028-2033, des thématiques devront être particulièrement traitées : la question centrale du changement climatique, la gestion durable de la ressource en eau pour faire face aux sécheresses, la structuration locale permettant une gestion intégrée des ressources, la lutte contre les pollutions diffuses et ponctuelles, la restauration des milieux aquatiques et des zones humides.

La révision du SDAGE s'appuie notamment sur les premiers travaux réalisés lors des premières étapes du nouveau cycle, qui seront pris en compte par le titulaire dans le cadre de son analyse bibliographique et la prise en main du dossier :

- les résultats de la consultation du public et des institutions sur les enjeux majeurs en matière de gestion de l'eau (les « questions importantes ») et les enjeux en lien avec l'eau, organisée entre le 25 novembre 2024 et le 25 mai 2025 ;
- l'état des lieux du bassin hydrographique de la Guadeloupe et Saint-Martin, en cours de finalisation au moment de la rédaction du présent document ;
- le niveau d'avancement du SDAGE et du PDM 2022-2027, notamment le bilan intermédiaire du PDM validé par le CEB le 12 décembre 2024;
- les résultats de la conférence régionale des acteurs de l'eau qui se réunira le 21 octobre 2025.

Ainsi que :

- le cadrage national à venir des travaux de mise à jour des SDAGE et PDM associé pour le quatrième cycle de gestion de la directive cadre sur l'eau ;
- les évolutions des politiques sectorielles ou en lien avec le domaine de l'eau ou dans les domaines en lien avec le domaine de l'eau ;
- les éventuelles recommandations émises par la Commission européenne dans le cadre de leur examen des cycles précédents.

1.1 Travaux préalables à l'élaboration du SDAGE 2028-2033

1.1.1 Identification des enjeux de l'eau par la population et les institutions

L'identification de ces enjeux se fait au travers de la consultation du public et des institutions appelée « Questions Importantes »

Une « question importante » est un enjeu auquel le SDAGE devra répondre sur la période 2028-2033 pour progresser vers l'objectif de gestion équilibré et de bon état des masses d'eaux. Il s'agit des préoccupations telles que :

- améliorer la gouvernance dans le domaine de l'eau et l'adapter aux enjeux du territoire ;
- garantir la qualité de la ressource en eau, notamment vis-à-vis des pesticides et autres polluants pour satisfaire l'ensemble des usages ;
- anticiper pour mieux s'adapter au changement climatique ;
- replacer la gestion de l'eau dans l'aménagement du territoire.

L'objectif est de traduire la hiérarchisation de ces enjeux en pistes d'actions et scénario de politique publique.

C'est à partir de ces enjeux que le comité de l'eau et de la biodiversité organisera la réflexion et la concertation pour la mise à jour du SDAGE 2028-2033.

La consultation du public a eu lieu du 25 novembre 2024 au 25 mai 2025 et celle des institutions du 25 novembre 2024 au 25 mars 2025.

1.1.2 La mise à jour de l'état des lieux : une analyse du territoire

Conformément à l'article R. 212-3 du Code de l'environnement, l'état des lieux comporte:

- une analyse des caractéristiques du bassin, qui comprend notamment;
 - la présentation générale des masses d'eau du bassin, de sa géographie, de son climat et de son économie,
 - la délimitation des masses d'eau,
- une analyse des incidences des activités humaines sur l'état des eaux, qui inclut l'évaluation des pressions et la caractérisation du risque de non-atteinte des objectifs environnementaux à l'horizon 2033;
- une analyse économique de l'utilisation de l'eau, qui comporte notamment une description des activités utilisatrices de l'eau, une présentation générale des modalités de tarification des services collectifs de distribution d'eau et d'irrigation et des prix moyens, et une évaluation du coût des utilisations de l'eau.

L'état des lieux constitue le diagnostic de la gestion de l'eau au regard de l'analyse du territoire.

Le travail de mise à jour de l'état des lieux est en cours. Le projet d'état des lieux sera adopté par le comité de l'eau et de la biodiversité de Guadeloupe fin 2025.

1.2 Contexte réglementaire: Procédure

Il s'agit de préciser, à ce stade, les différentes étapes réglementaires dans lesquelles devra s'inscrire le titulaire.

Le SDAGE 2028-2033 sera révisé à partir des questions importantes mentionnées précédemment, de la révision de l'état des lieux, de l'état d'avancement du SDAGE 2022-2027 et du programme de mesures (PdM) 2022-2027 et avec la participation de l'ensemble des acteurs de l'eau.

Les étapes de l'écriture du prochain SDAGE sont les suivantes ;

1^{re} étape : écriture du projet.

Le projet de SDAGE et le projet de PdM seront réalisés entre février et septembre 2026. Le rapport d'évaluation environnementale du projet devra être soumise à l'avis de l'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) avant la 2^e étape. Ce dernier a trois mois pour rendre son avis.

2^e étape : mise à disposition du public et des institutions (à noter que cette partie sera de la compétence de « l'équipe projet du bassin »).

En application du L 212-2 du Code de l'environnement, les projets de SDAGE et de PdM doivent, avant publication, faire l'objet d'une mise à disposition du public afin de recueillir les observations sur l'ensemble du territoire pendant 6 mois. Comme lors du précédent exercice, la mise à disposition du public aura lieu concomitamment avec la mise à disposition des projets de programme de mesures et des projets de plan de gestion du risque inondation (PGRI) pour favoriser la lisibilité des politiques liées à l'eau, entre le **15 décembre 2026 et le 15 juin 2027**.

La consultation des assemblées et institutionnels prévue au R 212-6 du Code de l'environnement d'une durée de 4 mois sera réalisée en parallèle de la mise à disposition du public.

3^e étape : intégration des avis et adoption du SDAGE et PdM.

Le SDAGE et le PDM devront intégrer les observations recueillies lors des mises à disposition et l'avis de l'autorité environnementale. Le CEB sera réuni en vu d'adopter le SDAGE et donner son avis sur le PDM. Enfin, le SDAGE et le PDM seront soumis à l'approbation du préfet de la Guadeloupe, préfet coordonnateur du bassin de Guadeloupe et Saint-Martin, avant le **31 décembre 2027**.

Les premiers travaux réalisés lors des premières étapes du nouveau cycle qui sont à prendre en compte sont :

- **les résultats de la consultation sur les « Questions importantes » en matière de gestion de l'eau :**

Étape clé, la synthèse des « questions importantes » vise à identifier les enjeux majeurs en matière de gestion de l'eau auxquels le SDAGE devra répondre sur la période 2028-2033 pour progresser vers l'objectif de gestion équilibrée et de bon état des masses d'eaux. Il s'agit des préoccupations telles que la santé publique, la qualité et le partage

de la ressource en eau, la préservation du patrimoine naturel ou la réduction du risque d'inondation. L'objectif est de traduire la hiérarchisation de ces enjeux en pistes d'actions et scénarios de politique publique.

À partir de ces enjeux, le CEB valide l'organisation de la réflexion et la concertation pour mettre à jour le SDAGE.

La synthèse provisoire des « questions importantes » sera soumise au CEB pour adoption au plus tard en **décembre 2025**, en même temps que l'état des lieux actualisé. Il intégrera l'arbitrage du CEB pour la prise en compte des avis issus de la consultation.

- **Mise à jour de l'état des lieux :**

Conformément à l'article R. 212-3 du Code de l'environnement, l'état des lieux rassemble les analyses suivantes :

- l'analyse des caractéristiques du bassin ou du groupement de bassins ;
- l'analyse des incidences des activités humaines sur l'état des eaux ;
- l'analyse économique de l'utilisation de l'eau dans le bassin.

L'état des lieux constitue le diagnostic de la gestion de l'eau au regard de l'analyse du territoire. Le travail de mise à jour de l'état des lieux est réalisé par l'Office de l'eau. Le projet d'état des lieux sera adopté par le CEB puis approuvé par le préfet coordonnateur de bassin au plus tard en fin de 2025

2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet :

- **l'élaboration du SDAGE, de ses documents d'accompagnements et du PDM**, pour la période de 2028-2033, à partir de l'analyse des enjeux du bassin (dits « Questions Importantes »), de la révision de l'état des lieux, de l'état d'avancement du SDAGE et du PDM 2022-2027, et des directives ministérielles concernant le 4^e cycle de gestion ;
- l'organisation, la préparation et l'animation de groupes de travail nécessaires à leur élaboration ;
- la réalisation de l'ensemble des documents nécessaires au fonctionnement des groupes de travail et les compte-rendus des réunions ;
- la rédaction du **rapport d'évaluation environnementale** du projet de SDAGE.

Il est attendu du titulaire les phases suivantes :

- **Phase 1 - « analyse bibliographique »**

Le titulaire procède aux analyses des documents suivants :

- résultats de l'état des lieux 2025 ;
- bilan intermédiaire du PdM ;
- résultats de la consultation du public sur les enjeux dits « Questions Importantes » ;
- synthèse définitive des questions importantes ;
- directives européennes et ministérielles concernant le 4^e cycle de gestion de la DCE ;
- autres documents de planification (planification écologique, SAR, etc.) ;
- résultats de la concertation du début de 2025 (en plus de la rédaction des objectifs environnementaux dont justifications des masses d'eau en dérogation).

- **Phase 2 - « animation, coconstruction »**

Le titulaire coconstruit le projet de SDAGE comme suit :

- cadrage méthodologique avec « l'équipe projet du bassin » ;
- association des acteurs locaux (ateliers thématiques, territoriaux, commissions...) à la rédaction des orientations et dispositions du SDAGE ;
- ébauche du PdM (proposition des mesures à discuter en atelier).

- **Phase 3 - « rédaction des projets de documents »**

Le titulaire produit les projets de documents à présenter en instance avant mise à disposition du public :

- rédaction des projets de SDAGE, documents d'accompagnement, PdM, évaluation environnementale qui est obligatoire selon la directive européenne du 27 juin 2001. L'élaboration du plan d'actions opérationnel territorialisé (PAOT) avec l'ensemble des acteurs de la mission inter-service eau et nature (MISEN) ;
- présentation des travaux en commission « eau et planification » puis CEB, ajustement des livrables.

- **Phase 4 - « ajustements en fonction de l'avis de l'autorité environnementale (IGEDD) »**

Le titulaire doit procéder à mise en cohérence de la rédaction du SDAGE après avis de l'autorité environnementale :

- mémoire en réponse (le cas échéant) ;
- préparation de la mise en cohérence, ajustement de la rédaction du SDAGE (documents d'accompagnement compris) et du PdM après avis de l'autorité environnementale.

- **Phase 5 - « ajustement, remise des livrables »**

Le titulaire procède à l'ajustement des différents documents à la suite des avis du public et des partenaires institutionnels :

- mise en cohérence, finalisation de la rédaction du SDAGE (documents d'accompagnement compris) et du PdM après avis du public et des partenaires institutionnels ;
- présentation des livrables en commission « eau et planification » puis en CEB ;
- ajustement des livrables définitifs ;
- mise en forme des données pour le rapportage européen et l'accompagnement de la DEAL jusqu'à leur validation par la commission européenne [schémas (fichiers) de données SWB, GWB, SWMET, GWMET, Monitoring, RBMPPoM].

3 OBJECTIFS ET CONTENU DES PRESTATIONS À RÉALISER

3.1 Rappel de la définition et des enjeux du SDAGE

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) est un document de planification organisé en 3 axes :

- il définit les **orientations** permettant de satisfaire les grands principes d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ;
- il fixe ensuite les **objectifs de qualité et de quantité** à atteindre pour chaque masse d'eau du bassin : cours d'eau, plan d'eau, eaux souterraines et eaux côtières ;
- il détermine enfin les aménagements et les **dispositions** nécessaires pour prévenir la détérioration et assurer la protection et l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques, afin de réaliser les objectifs fixés.

3.2 Rappel de la définition et des enjeux du PdM

Le SDAGE est complété par un programme de mesure (PdM), application opérationnelle du SDAGE, qui identifie les principales actions et mesures (réglementaires, financières et contractuelles) à conduire entre 2028 et 2033 pour atteindre les objectifs fixés.

3.3 Rappel de la définition et des enjeux de l'évaluation environnementale

La démarche d'élaboration de ces documents est soumise à évaluation environnementale. L'évaluation environnementale est un processus visant à intégrer l'environnement dans l'élaboration d'un projet, ou d'un document de planification. Elle sert à éclairer sur les suites à donner au projet au regard des enjeux environnementaux et ceux relatifs à la santé humaine du territoire concerné, ainsi qu'à informer et garantir la participation du public. Elle doit rendre compte des effets potentiels ou avérés sur l'environnement du projet, du plan ou du programme et permet d'analyser et de justifier les choix retenus au regard des enjeux identifiés sur le territoire concerné.

Autrement dit, cette étude doit mettre en évidence d'éventuels impacts du SDAGE et du PdM sur tous les compartiments de l'environnement (énergie, air, etc.) et pas uniquement sur l'eau.

Le titulaire rédigera le SDAGE, le programme de mesures et le rapport d'évaluation environnementale qui contiendront les éléments qui suivent.

3.4 Contenus des différents documents - animation

3.4.1 Le SDAGE 2028-2033

Conformément à l'arrêté du 17 mars 2006² modifié, qui définit la composition du document, le titulaire rédigera les documents suivants :

1. la **synthèse des enjeux prioritaires** « Questions Importantes » ;

² Arrêté du 17 mars 2006 relatif au contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux.

2. les **orientations fondamentales** pour une gestion équilibrée de la ressource en eau, en réponse aux questions importantes définies pour le bassin ;
3. L'identification pour chacune des masses d'eau de l'objectif environnemental qui lui est assigné ainsi que l'échéance d'atteinte de cet objectif. Les objectifs et les échéances sont à actualiser:
 - au regard de l'état des lieux mis à jour en 2025, pour cela un tableau de synthèse sera réalisé qui devra faire apparaître pour chaque masse d'eau les données suivantes ;
 - nom de la masse d'eau (nom usuel et code) ;
 - pression ;
 - impact ;
 - risque de non atteinte du bon état environnemental : oui/non ;
 - état de la masse d'eau ;
 - paramètre déclassant de l'état ;
 - niveau de confiance de l'état le cas échéant ;
 - évolution des tendances pour les eaux souterraines pour chaque paramètre ;
 - justification du « report de délais » ou « objectif moins strict » le cas échéant.
 - en tenant compte du PdM élaboré parallèlement à la mise à jour du SDAGE.
4. les **dispositions** nécessaires pour atteindre les objectifs, prévenir la détérioration des eaux et décliner les orientations fondamentales :
 Chacune des orientations fondamentales est précédée d'un rappel des questions importantes auxquelles elle répond. Elles sont répertoriées afin d'en faciliter le repérage. Elles seront à articuler avec le PGRI.
 Par ailleurs, le milieu marin devra faire l'objet d'une attention particulière compte tenu de la non application de la directive cadre stratégie sur le milieu marin (DCSMM) dans les DOM et du lien terre-mer très fort ainsi que de l'impact des pollutions terrestres sur le milieu marin.
5. la mise à jour des **masses d'eau fortement modifiées, des projets d'intérêt généraux et du registre des zones protégées** :
 Une version abrégée, composée de documents cartographiques et de la liste des textes de référence pour chaque catégorie de zones protégées sera également rédigé.
6. un résumé présentant la démarche d'adoption au changement climatique pour le bassin.
7. une présentation synthétique relative à la gestion de l'eau du bassin comprenant :
 - le bilan du SDAGE du cycle précédent (2022-2027) ;
 - le résumé du registre des zones protégées.
8. un résumé du programme de mesures.
9. un résumé du programme de surveillance des eaux 2028-2033.
10. le dispositif de suivi de la mise en œuvre du SDAGE (tableau de bord).

11. un résumé des dispositions prises pour la consultation du public et l'autorité environnementale.

12. la synthèse des méthodes et critères ayant servi à l'élaboration du SDAGE.

Indications complémentaires

Les objectifs environnementaux seront ambitieux et réalistes. Ils seront présentés conformément au modèle national de tableau utilisé au précédent cycle.

Par ailleurs les objectifs environnementaux autres que le bon état, à savoir les objectifs spécifiques relatifs aux zones protégées, les objectifs de réduction progressive des émissions de substances prioritaires et de suppression progressive des émissions ou pertes de substances dangereuses prioritaires, les objectifs de prévention et de limitation de l'introduction de polluants dans les eaux souterraines ainsi que l'objectif d'inversion des tendances à la hausse des pollutions des eaux souterraines doivent être pris en compte.

Un cadrage des justifications et de fixation des objectifs est établi au niveau national. Les principaux éléments de justification seront inscrits dans le SDAGE.

Un résumé des progrès accomplis dans l'atteinte des objectifs environnementaux sera présenté.

Une attention particulière sera portée au ré-examen de l'ensemble des justifications des dérogations en expliquant les choix de manière transparente, à l'échelle de la masse d'eau.

Au vu de la vigilance de la Commission européenne sur les justifications suffisantes à la lumière des conditions requises pour les dérogations, l'ensemble des dérogations devront être argumentées et accessibles, conformément au cadrage national des justifications et de fixation des objectifs.

Le SDAGE contient des informations nécessaires sur ces justifications pour chaque masse d'eau concernée et leur détail est mis à disposition du public sur le portail de bassin et conservé par le bassin pour être fourni à la Commission européenne.

L'amélioration des connaissances et l'expérience acquise au cours des trois cycles de gestion précédents peuvent conduire à définir des objectifs moins stricts (OMS) à horizon 2033 sur certaines masses d'eau, même si l'objectif à terme demeure le bon état. Les argumentaires qui conduisent à définir les OMS devront être élaborés suivant une méthodologie rigoureuse, conformément au guide méthodologique national sur les dérogations. Les éléments de qualité concernés, les motifs de définition des OMS (faisabilité technique, coûts disproportionnés) devront être indiqués et expliqués dans le SDAGE pour chaque masse d'eau en fonction des conditions requises par l'article 4 de la DCE..

Une attention particulière sera accordée à la portée juridique du SDAGE. Les orientations fondamentales du SDAGE devront être cohérentes entre elles et leur rédaction devra être synthétique afin de faciliter la compatibilité des documents d'urbanisme avec ces orientations (article L122-1 du code de l'urbanisme).

Le titulaire mettra en forme les données fournies par « l'équipe projet du bassin », pour élaborer les documents suivants :

- l'état des eaux 2025 ainsi que son résumé ;
- la liste des valeurs seuils retenues pour l'évaluation de l'état chimique des eaux souterraines, ainsi que la liste des substances dangereuses et des polluants non dangereux pour lesquels des mesures de prévention ou de limitation des introductions dans les eaux souterraines sont définies.

Les documents feront l'objet d'une mise à disposition du public entre le 15 décembre 2026 et le 15 juin 2027 et des institutionnels entre le 15 décembre 2026 et le 15 avril 2027. Les observations permettront de faire éventuellement évoluer voire de proposer des mesures correctrices du projet de SDAGE et de ses documents d'accompagnement. Le titulaire devra le cas échéant prendre en compte ces observations et ajuster la rédaction en lien avec « l'équipe projet du bassin ».

3.4.2 Le programme de mesures 2028-2033

Le programme de mesure (PdM) est l'application opérationnelle du SDAGE, qui identifie les principales actions et mesures pour atteindre les objectifs fixés.

Les mesures sont de deux types :

- des « **mesures de base** » qui sont les exigences minimales à respecter en application des textes déjà en vigueur concernant la gestion de l'eau et des milieux (par exemple, directive eaux résiduaires urbaines, directive nitrates, directive baignade, etc.) ;
- des « mesures complémentaires » qu'il est nécessaire d'ajouter aux précédentes, lorsqu'elles ne suffisent pas pour atteindre les objectifs environnementaux prescrits par la DCE.

En collaboration avec « l'équipe projet du bassin », le titulaire du marché s'attachera à rédiger le programme de mesures au vu des objectifs environnementaux fixés dans le SDAGE. Afin de faciliter l'appropriation du programme de mesures par les acteurs du bassin de la Guadeloupe et de Saint-Martin, le titulaire du marché veillera à les associer à sa construction le plus en amont possible. Il devra identifier avec eux les mesures nécessaires de la manière la plus précise afin d'optimiser la déclinaison durant les 6 années du prochain cycle (2028-2033).

Le titulaire du marché veillera à mettre en place des mesures face aux questions anthropiques identifiées et sur la justification de l'efficacité de ces mesures. Il sera donc nécessaire de travailler sur la complétude, la pertinence et l'efficacité des mesures visant à réduire les pressions anthropiques sur les milieux aquatiques.

Il s'appuiera sur un bilan de la mise en œuvre du programme de mesures 2022-2027 pour s'assurer de l'efficacité des mesures proposées et de leur réalisme.

Le PdM sera dimensionné sur la base du programme opérationnel régional (Contrat de Convergence Territoriale pour la période 2024-2027), des fonds européens qui y sont inscrits pour l'eau, de la solidarité inter-bassin (OFB), du programme pluriannuel d'intervention du

bassin porté par l'office de l'eau, du plan d'actions pour les services d'eau potable et d'assainissement, des contrats de progrès et de transition établis dans le cadre du plan eau DOM et de la capacité des maîtres d'ouvrages identifiés à les mettre en œuvre.

Tout comme le SDAGE le PdM fera l'objet d'une mise à disposition du public et des collectivités entre le 15 décembre 2026 et le 15 mai 2027. Les observations permettront de faire éventuellement évoluer, voire de proposer des mesures correctrices du projet de PdM. Le titulaire devra le cas échéant prendre en compte ces observations et ajuster la rédaction en lien avec «l'équipe projet du bassin»

3.4.3 Évaluation environnementale

Le titulaire rédige le rapport d'évaluation environnementale conformément à l'article R122.20 du Code de l'environnement. Il sera composé des éléments suivants :

- une présentation résumée des objectifs du plan ou du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec d'autres plans et documents avec lesquels il doit être compatible ;
- une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le projet ;
- une analyse exposant les effets notables probables de la mise en œuvre du plan ou document sur l'environnement et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages ;
- la présentation successive des mesures prises pour éviter, réduire et si possible compenser s'il y a lieu, les incidences négatives notables du plan sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évitées ni suffisamment réduites. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, le titulaire propose un argumentaire pour justifier cette impossibilité ;
- l'exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement ;
- la définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;
- un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

L'évaluation environnementale doit, tout au long de l'élaboration du document de planification, apporter un regard critique sur ses impacts potentiels sur l'ensemble des composantes de l'environnement. Cette démarche itérative doit aboutir, au terme du processus d'élaboration du SDAGE, à une stratégie optimale dont les conséquences de sa mise en œuvre sont maîtrisées au regard des enjeux du développement durable.

L'évaluation environnementale doit accompagner le processus de rédaction du SDAGE. Le titulaire la rédigera en parallèle avec la rédaction des documents du SDAGE.

Les conclusions provisoires devront permettre de faire éventuellement évoluer voire de proposer des mesures correctrices du projet de SDAGE. Le titulaire devra le cas échéant prendre les observations de l'autorité environnementale et ajuster la rédaction en lien avec « l'équipe projet du bassin ».

3.4.4 Le plan d'actions opérationnel territorialisé (PAOT)

Le PAOT doit comporter les données suivantes:

1. l'identification des actions :
 - un « type d'action » du référentiel des mesures de l'outil européen OSMOSE 2 qui caractérise le contenu technique de l'action ;
 - un libellé qui précise l'ouvrage ou l'installation, ou un périmètre d'action cohérent qui caractérise l'objet ou le territoire (EPCI, communes, etc.) sur lequel va être réalisée l'action ;
 - une ou plusieurs masses d'eau, ce qui sert à faciliter le suivi et le rapportage des actions.
2. l'organisation de l'action :
 - le pilote de l'action ;
 - le maître d'ouvrage ;
 - le financement.
3. l'avancement de l'action :
 - le niveau d'avancement pour le suivi du programme de mesures (prévisionnel, initié, engagé, terminé, abandonné) ;
 - les étapes de l'action pour le suivi plus détaillé pour les besoins opérationnels ;
 - un critère de priorité temporelle ;
 - un critère d'échéance d'atteinte du bon état.

3.4.5 Animation - Accompagnement - Communication

Pour rédiger le SDAGE, le programme de mesure, l'évaluation environnementale et le PAOT, le titulaire du marché mènera une démarche d'appropriation par les acteurs du territoire (élus, service des collectivités, services de l'État, associations, population) primordiale pour construire un projet de territoire partagé. Il devra à ce titre :

- **animer**, en lien étroit avec « l'équipe projet du bassin », la démarche d'élaboration des produits du SDAGE et du PdM et l'évaluation environnementale ;
- **accompagner** la prise de décision des parties prenantes (comité de l'eau et de la biodiversité et ses commissions thématiques, services de l'État, etc) notamment en facilitant la communication et l'appropriation des enjeux.

L'animation proposée devra être adaptée en fonction du public concerné lors des différentes étapes des projets.

Le prestataire devra prévoir sa participation en présentiel à toutes les réunions nécessaires au bon déroulement de la mission et dont les dates seront fixées en concertation avec « l'équipe projet du bassin ». Toutefois, et de façon exceptionnelle des réunions pourront se tenir en visioconférence.

Le prestataire contribuera également à la préparation et à l'animation des réunions.

Ces réunions induisent des déplacements sur tout le bassin hydrographique de la Guadeloupe et Saint-Martin.

Les réunions prévisibles sont les suivantes :

- réunions de travail avec « l'équipe projet du bassin » en tant que de besoin ;
- 10 à 15 réunions en version groupes de travail thématiques ;
- 1 à 2 rencontres avec chaque établissement public de coopération intercommunale (EPCI), les collectivités majeures (région et département) ;
- réunions avec la commission eau et planification (2 à 4 en 2026 et en 2027) du comité de l'eau et de la biodiversité ;
- une présentation en MISEN ;
- 2 séances plénières du comité de l'eau et de la biodiversité de Guadeloupe.

Le nombre de réunions est susceptible d'être ajusté en fonction du déroulement de la procédure.

Le prestataire organise les réunions sus-citées, envoie les invitations, anime les réunions, rédige les compte-rendus et les transmet à « l'équipe projet du bassin ».

Une grande attention sera portée à la qualité de la méthode et la pertinence de l'approche du prestataire sur cette mission. Il devra articuler entre elles les différentes composantes du marché d'étude de manière pertinente (rédaction, évaluation environnemental, etc.) en termes d'animation, de calendrier, dans un processus itératif.

3.5 Livrables

Tous les travaux se feront en partenariat et collaboration avec l'ensemble des acteurs concernés et impliqués dans la gestion de l'eau (collectivités, administrations, organismes socio-professionnels, associations, etc.) et en toute transparence vis-à-vis de la population.

Le prestataire se référera pour la méthode et les objectifs de travail aux éléments des guides nationaux et en bonne intelligence avec « l'équipe projet du bassin ».

L'ensemble des livrables est contenu ci-après :

3.5.1 Corps du SDAGE

1.1. Présentation de la démarche

1.2. Les orientations fondamentales et les dispositions du SDAGE

- 1.1.1. Preamble
- 1.1.2. Les dispositions du SDAGE
- 1.1.3. Présentation de la démarche d'adaptation au changement climatique

1.3. Les objectifs environnementaux assignés aux masses d'eau

- 1.1.1. Introduction
- 1.1.2. Le cours d'eau
- 1.1.3. Les masses d'eau côtières
- 1.1.4. Les masses d'eau souterraines
- 1.1.5. Liste des projets d'intérêt général majeur (PIGM) susceptibles de déroger au principe de non dégradation des masses d'eau
- 1.1.6. Les objectifs spécifiques liés aux zones protégées
- 1.1.7. Les objectifs de réduction des substances dangereuses et prioritaires.

3.5.2 Documents d'accompagnement du SDAGE

2.1. Présentation synthétique relative à la gestion de l'eau du bassin

- 2.1.1. Bilan du SDAGE précédent
- 2.1.2. Résumé de l'état des lieux (caractérisation socio-économique, risque de non atteinte des objectifs environnementaux...)
- 2.1.3. Version abrégée du registre des zones protégées
- 2.1.4. Organisation de la gestion de l'eau

2.2. Synthèse sur la tarification et la récupération des coûts

2.3. Résumé du programme de mesures

2.4. Résumé du programme de surveillance des eaux

2.5. Dispositif de suivi de mise en œuvre du SDAGE (tableau de bord)

2.6. Résumé des dispositions prises pour la consultation du public et l'autorité environnementale

2.7. Synthèse des méthodes et critères ayant servi à l'élaboration du SDAGE

3.5.3 Programme de mesures (PdM)

3.1. Objet et portée du PdM de mesures 2028-2033

- 3.1.1. Objet du PdM
- 3.1.2. Portée juridique du PdM
- 3.1.3. Enseignement à mi-parcours du PdM 2016-2021

3.2. Contenu du PdM

- 3.2.1. Domaine d'intervention
- 3.2.2. Contenu précis des mesures et chiffrage
- 3.2.3. Coût du programme de mesures

- 3.2.4. Modalité de financement du PdM
- 3.2.5. Les mesures transversales
- 3.2.6. Les mesures territorialisées
- 3.2.7. Tableau récapitulatif

3.5.4 Évaluation environnementale

Les documents finaux intégreront les cartographies et illustrations pertinentes pour la compréhension des lecteurs. Ces dernières seront soit réalisées par le titulaire du marché soit fournies par « l'équipe projet du bassin ».

4 DÉROULEMENT DU PROJET

Le SDAGE doit permettre de préserver l'adhésion des acteurs locaux en répondant de façon concrète à leurs besoins et attentes par la proposition de mesures adaptées à la réalité du territoire.

Il devra, pour ce faire, trouver un juste équilibre entre objectifs réglementaires, objectifs répondant à d'autres grands enjeux reconnus sur le bassin.

Le candidat devra répondre aux missions suivantes :

- mettre en place une démarche concertée itérative avec le maître d'ouvrage et les parties prenantes (commission eau et planification, comité de l'eau et de la biodiversité, etc.) tout au long de la démarche d'élaboration du SDAGE et du PdM ;
- rédiger l'évaluation environnementale, document qui sera soumis à l'avis de l'autorité environnementale ;
- intégrer les remarques, compléments et précisions demandés le cas échéant par l'autorité environnementale ;
- intégrer les compléments et les modifications pouvant résulter de la phase de mise à disposition du public et des instances sur le projet SDAGE et PdM et de produire un document final soumis à l'approbation du comité de l'eau et de la biodiversité ;
- produire un document final soumis au comité de l'eau et de la biodiversité puis à l'approbation du préfet coordonnateur de bassin.

La méthode employée par le prestataire pour réaliser ces missions devra être clairement présentée dans son offre.

4.1 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de la présente étude est assurée par la DEAL de Guadeloupe

Personne ressource :

le responsable de la mission politique de l'eau, protection de l'environnement (MPEPE) au sein du service ressources naturelles de la DEAL de Guadeloupe.

Au moment de la rédaction du présent CCTP : Monsieur Emmanuel BOUTINARD

emmanuel.boutinard@developpement-durable.gouv.fr

mission-eau-environnement.deal-guadeloupe@developpement-durable.gouv.fr

Tel: 05.90.41.04.52

4.2 Composition de « l'équipe projet du bassin »

« L'équipe projet du bassin » est composée de la DEAL et de l'Office de l'eau, elle travaille pour le compte du comité de l'eau et de la biodiversité. Des réunions de pilotage et de suivi avec

l'équipe projet du bassin seront programmées régulièrement par le titulaire. Il en propose les dates à la DEAL, qui les valide ou fait des contre-propositions.

Les logos du comité de l'eau et de la biodiversité, de la DEAL et de l'Office de l'eau devront apparaître sur tous les supports produits dans le cadre de cette prestation.

4.3 Remise des documents et données

Les documents provisoires, nécessaire à l'élaboration du projet (documents de travail, diaporamas,) seront remis par le prestataire au format numérique et transmis à « l'équipe projet du bassin » au plus tard 15 jours avant chaque réunion.

Les documents définitifs (livrables décrits plus haut), après validation de la DEAL, seront remis comme suit :

- au format numérique (PDF) pour chaque membre de « l'équipe projet du bassin » et au format modifiable (doc, odt, xls, ods, ppt, odp, etc.) pour le maître d'ouvrage (la DEAL) ;
- six exemplaires papier pour chaque membre de « l'équipe projet du bassin » ;
- deux exemplaires au format numérique en haute définition pour impression ;
- les diaporamas de présentation des projets de SDAGE et de PDM au format Microsoft PowerPoint pour le CEB ;
- les données géographiques numériques seront fournies conformément à l'annexe 2, en vue de les rendre exploitables par notre logiciel SIG. Le titulaire utilisera le logiciel QGIS version 3.40 pour le présent marché, le format des données sera le format « shape ».

Toutes les données naturalistes collectées seront fournies au format compatible avec le système d'information Nature et Paysages (SINP).

Le titulaire présentera les mesures du programme de mesures selon le référentiel commun de la directive cadre sur l'eau en cohérence avec l'outil de suivi des mesures opérationnelles sur l'eau (OSMOSE 2).

4.4 Planning prévisionnel et délai d'exécution

Le présent marché est conclu, à compter de la date de sa notification au titulaire, jusqu'à validation du SDAGE, du Programme de Mesures, du PAOT et de l'ensemble des documents d'accompagnement par le préfet de la Guadeloupe, préfet coordonnateur du bassin de Guadeloupe et Saint-Martin, prévue au mois de décembre 2027 par le calendrier réglementaire.

Un calendrier prévisionnel des principales missions du marché se trouve dans le tableau 1 en annexe 1 (calendrier susceptible d'être ajusté en fonction du déroulement de la procédure).

Les projets de SDAGE et de Pdm, de PAOT ainsi que le rapport d'évaluation environnementale devront être rédigés pour le 15 septembre 2026.

Après les différentes consultations et procédures administratives, les projets finaux de SDAGE et PdM devront être validés par « l'équipe projet du bassin » au plus tard le 01 décembre 2027.

5 COMPÉTENCES REQUISES

Cette mission est réalisée par un prestataire ou un groupement répondant à ces multiples attentes, spécialisé dans les domaines de l'eau, de l'environnement, de la connaissance du territoire, avec des compétences juridiques solides et éprouvées dans ces domaines (DCE, loi sur l'eau).

Le prestataire doit également disposer d'une bonne connaissance des spécificités guadeloupéennes et des acteurs locaux.

6 TEXTES DE RÉFÉRENCE ET DOCUMENTS DE CADRAGE

- Directive cadre sur l'Eau n°2000/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau
- Code de l'environnement notamment art L210-1, L212-1 à L212-2-3, L212-6
- Code Général des collectivités notamment art L4424-36
- Code de l'urbanisme notamment art L122-1, L123-1, L214-2 (L122-4 à L122-11)
- Loi n° 2044-338 du 21 avril 2004
- Décret N° 2005-475 du 16 mai 2005 relatifs aux schémas directeurs et d'aménagement et de gestion des eaux
- Arrêté du 17 mars 2006 modifié relatif au contenu du SDAGE
- Circulaire relative à la révision des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux et des programmes de mesures associés ou projet de circulaire
- Guide méthodologique de justification des dérogations prévues par la DCE
- Guide relatif au programme de mesures
- Guide relatif aux zones protégées
- Guide Adaptation au changement climatique
- Guide pour la prise en compte des zones AEP futures
- Note relative à l'articulation entre le SDAGE et le PGRI

7 ANNEXES

7.1 Annexe 1: Tableau 1: Calendrier Prévisionnel

2025												
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
SDAGE et Pdm									Cadrage, définition de l'organisation			
Consultation du public et institutions	Consultation du public et des institutions en lien avec les Questions importantes (25 nov. 24 - 25 mai 25)											
	Échange avec les acteurs du bassin sur les résultats de l'état des lieux											
Jalon CEB / Préfet de bassin						Validation de l'état des masses d'eau par le CEB						Validation de l'état des lieux 2025 par le CEB Approbation de l'EdL par le Préfet

2026												
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
SDAGE et Pdm	Élaboration du projet de SDAGE											
Consultation du public et institutions												Consultation
									Avis de l'autorité environnementale (15 sept. - 15 déc.)			
Jalon CEB / Préfet de bassin									Validation du projet de SDAGE par le CEB Validation du projet de PdM par le préfet			

	2027											
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
SDAGE et Pdm												
Consultation du public et institutions	Consultation du public et des institutions sur les projets SDAGE et PdM (15 déc. 26 - 15 av. / 15 juin 27)											
Jalon CEB / Préfet de bassin											Adoption du SDAGE et avis sur le PdM par le CEB	
											Pdm arrêté et SDAGE approuvé par le préfet	

7.2 Annexe 2: Cahier technique des données géographiques

7.2.1 Généralités

La DEAL s'est engagée dans une démarche de mise en place d'un Système d'Information Géographique (SIG) cohérent et homogène reposant principalement sur trois objectifs :

- Améliorer la connaissance sur les données existantes et leur qualité ;
- Faciliter l'accès à ces données et leur exploitation ;
- Assurer leur consultation et diffusion de manière instantanée.

L'objectif de cette annexe est de formaliser les règles minimums de constitution des données géographiques à numériser dans le cadre des études lancées par la DEAL, en vue de les rendre exploitables par le SIG, intégrable sur la GéoBase et sur la plateforme géographique Karugéo.

Le logiciel SIG utilisé à la DEAL est la version QGIS 3.40.4 LTR 64 bits.

Le logiciel QGIS sera privilégié, les formats des données: .shape, .gpkg, .qml

Les postes informatiques sont des postes graphiques type PC.

Les référentiels géographiques utilisés seront ceux de l'IGN: BDTopo©, BDOrtho©, SCAN 25©.

D'autres référentiels existent: BDCartage, Cadastre.

Le système de coordonnées géographiques utilisé: EPSG 5490 (WGS 84, UTM 20N).

Le périmètre terrestre et maritime de l'étude géomatique concerne les 32 communes du territoire de la Guadeloupe.

7.2.2 Format attendu des données géographiques

Le prestataire retenu proposera au maître d'ouvrage une liste des objets, des classes d'objets et des tables à créer.

La numérisation finale des objets pourra s'effectuer après validation de cette liste par le maître d'ouvrage en concertation avec son service géomatique et dans le respect des règles de numérisation édictées dans le présent document.

Toutes les données géographiques doivent être fournies sous format numérique, géo-référencées et leur tables attributaires clairement complétées. Elles sont communiquées dans le format vectoriel d'un logiciel SIG selon les modalités suivantes :

Les formats des données SIG:

- format shape (.shp) et fichiers associés,
- format de fichier de style de couche QGIS (.qml),
- format de projet Qgis (.qgs),
- format de partage GeoPackage (.gpkg), permettant de sauvegarder la symbologie directement dans le fichier de données et de stocker en un seul fichier toutes les couches d'un même projet ou d'une base de données.

Nota: Les couches de données devront s'intégrer sans erreur de géométrie dans une base PostgresPostGIS.

7.2.3 Systèmes de coordonnées

Les données seront fournies dans le système suivant :

Système géodésique	WGS 84
Ellipsoïde	IAG GRS 80
méridien origine	Greenwich
Projection associée	UTM Nord fuseau 20
Système altimétrique	IGN 1989
Unité	mètre
Résolution	centimètre

Au format QGIS, les paramètres du système sont les suivants :

- EPSG: 5490 / RGAF09 / UTM Nord Zone 20N

Propriétés

- Unités: mètres
- Statique (repose sur un référentiel géodésique fixé sur la plaque)
- Corps céleste: Earth
- Méthode: Universal Transverse Mercator (UTM)

WKT

```
PROJCRS["RGAF09/UTMzone20N",
  BASEGEOGCRS["RGAF09",
    DATUM["ReseauGeodesiquesdesAntillesFrancaises2009",
      ELLIPSOID["GRS1980",6378137,298.257222101,
        LENGTHUNIT["metre",1]],
      PRIMEM["Greenwich",0,
        ANGLEUNIT["degree",0.0174532925199433]],
      ID["EPSG",5489]],
    CONVERSION["UTMzone20N",
      METHOD["TransverseMercator",
        ID["EPSG",9807]],
      PARAMETER["Latitudeofnaturalorigin",0,
        ANGLEUNIT["degree",0.0174532925199433],
        ID["EPSG",8801]],
      PARAMETER["Longitudeofnaturalorigin",-63,
        ANGLEUNIT["degree",0.0174532925199433],
        ID["EPSG",8802]],
      PARAMETER["Scalefactoratnaturalorigin",0.9996,
        SCALEUNIT["unity",1],
        ID["EPSG",8805]],
      PARAMETER["Falseeasting",500000,
        LENGTHUNIT["metre",1],
        ID["EPSG",8806]],
      PARAMETER["Falsenorthing",0,
        LENGTHUNIT["metre",1],
```

```

ID["EPSG",8807]],
CS[Cartesian,2],
AXIS["(E)",east
ORDER[1],
LENGTHUNIT["metre",1]],
AXIS["(N)",north,
ORDER[2],
LENGTHUNIT["metre",1]],
USAGE[
SCOPE["Engineeringsurvey,topographicmapping."],
AREA["FrenchAntillesonshoreandoffshorewestof60°W-
Guadeloupe(includingGrandeTerre,BasseTerre,MarieGalante,LesSaintes,IlesdeLaPetiteTerre,L
aDesirade);Martinique;StBarthélemy;northernStMartin."],
BBOX[14.08,-63.66,18.31,-60]],
ID["EPSG",5490]]

```

Proj4

```
+proj=utm +zone=20 +ellps=GRS80 +towgs84=0,0,0,0,0,0 +units=m +no_defs
```

Emprise

```
-63.66, 14.08, -60.00, 18.31
```

Nota : Dans le cas où les systèmes de coordonnées utilisées pendant la réalisation des travaux sont différents, les couches cartographiques et les coordonnées contenues dans les bases devront être converties selon les paramètres définis ci-dessus.

*7.2.4 Organisation et structuration des données***Données géographiques et cohérence topologique :**

- 1 objet géographique = ID unique ;
- les objets géographiques doivent être organisés en couche par type d'entités regroupées par thèmes et type d'objets (ponctuel, linéaire, surfacique). Il n'est préconisé de n'avoir au final qu'une seule couche par type d'objets géométriques ;
- les objets géographiques doivent respecter une cohérence topologique. Elles doivent être vérifiées et corrigées topologiquement et géométriquement. Elles doivent pouvoir s'intégrer sans erreur à une base PostgreSQL / PostGIS ;
- modélisation des données fournies doit respecter les standards et gabarits lorsqu'ils existent (CNIG, COVADIS) ;
- encodage de la donnée attributaires : UTF 8 ;
- la précision de localisation est fonction de l'échelle de saisie. Celle-ci doit être indiquée par le prestataire. L'incertitude de saisie doit être inférieure à 30 cm.

Catalogues d'attributs :

- norme ISO 19 110 ;
- format XML + pdf possible pour faciliter la lecture ;
- le premier attribut de chaque table doit être **un identifiant unique**.

Métadonnées :

Les métadonnées sont les données qui décrivent d'autres données. Définies sous un format type, elles recensent toutes les informations permettant d'identifier et de localiser les données. Elles doivent être définies suivant les conditions suivantes :

- norme ISO 19 115 ;
- format XML ;
- respect des normes INSPIRE (ex : norme INSPIRE pour les documents d'urbanisme – cf modèle CNIG, INSPIRE format xml).

7.2.5 Référentiels

Les objets doivent être numérisés sur un référentiel le plus précis possible de type fond cadastral ou fond topographique (BDTopo©IGN).

A cet effet, la DEAL peut fournir au prestataire une copie du(des) référentiel(s) nécessaire(s) qui pourra être utilisée exclusivement pour l'étude dont elle est le support.

La source de la donnée devra obligatoirement apparaître sur tous les supports cartographiques.

Certaines données très spécifiques ou métiers devront être au format d'échange établis par le Service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (Sandre) <http://www.sandre.eaufrance.fr/> .

7.2.6 Prestations SIG attendus et rendu cartographique

Le prestataire réalisera un atlas cartographique sous la forme d'un projet QGIS et également une édition numérique de cet atlas par contour EPCI au format .pdf issu du projet QGIS.

Un jeu de plan papier spécifique au rendu SIG sera également joint lors de la fourniture des données numériques sous clé USB. L'ensemble des données sera livré en même temps avec le rapport final de l'étude. Les plans papiers seront issus des données numériques et permettront de vérifier la saisie des données géographiques.

Plusieurs informations pourront être représentées sur le même plan papier qui devra toutefois conserver une bonne lisibilité. Une légende sera associée à chaque carte.

Nota :

- La charte graphique de l'atlas cartographique sera validée par « l'équipe projet du bassin » ;
- Un projet QGIS (.qgs) sera fourni avec les données en associant un fichier .qml à chaque donnée fournie ;
- Une copie de ce projet QGIS sera obligatoirement fourni au format de partage (.gpkg).

7.2.7 Contrôle qualité

L'équipe géomatique de la DEAL assurera un contrôle-qualité des données par rapport aux spécifications demandées, dans un délai porté à un mois pour le contrôle de la livraison finale.

La vérification portera essentiellement sur les spécifications détaillées au présent CCTP, en particulier sur la conformité des données produites et sur la qualité de l'atlas cartographique.

Au niveau des polygones, aucun doublon, aucune superposition, aucun élément linéaire ou ponctuel, autocroisement de polygone (papillons), bonne intégration dans une base postgresqlGIS.

Contrôle visuel de la morphologie générale (examen visuel comparatif par superposition) et de la géométrie des contours.

En cas d'anomalie, l'équipe projet se réserve le droit de rejeter tout ou partie de la livraison et de demander aux prestataires une nouvelle livraison dans des délais à déterminer.

Le prestataire transmettra **mensuellement** un état d'avancement sous forme de tableau avec la liste des remarques et anomalies rencontrées, tant d'un point de vue géométrique que sémantique à l'équipe projet. Il s'engage à corriger les secteurs qui auront été refusés et à intégrer toute modification justifiée. Il pourra donc avoir à gérer sur une même période l'avancement de la production et la correction des lots éventuellement refusés par l'équipe projet.

Le prestataire effectuera des contrôles de topologie des objets géométriques avant livraison. Il privilégiera les outils de contrôle topologique associés au logiciel QGIS.

7.2.8 Mesure de conservation

À l'issue de la validation par l'équipe projet de la livraison finale, le prestataire assurera la conservation des fichiers finalisés pendant une durée d'un an. Durant cette période, le CEB ou « l'équipe projet de bassin » pourront demander la fourniture partielle ou totale de ces fichiers, gratuitement (hors coût de support).

7.2.9 Livraison de la fiche de métadonnées et du catalogue d'attributs

Chaque couche géographique produite et livrée sera accompagnée avec les métadonnées associées, au format XML, HTML et PDF, conformément au règlement n°1205/2008 de la Commission européenne du 3 décembre 2008 portant modalités d'application de la directive 2007/2/CE du Parlement européen (dite directive Inspire) en ce qui concerne les métadonnées. Pour l'ensemble des données, une exhaustivité totale des informations est exigée pour au moins les éléments suivants :

- Identification,
- Format,
- Système de référence,
- Droits d'utilisation,

- Producteur des données (raison sociale, adresse, personne référent),
- Les documents techniques (spécifications de contenu, traitements réalisés), juridiques (droits d'utilisation).

Pour les métadonnées :

- Titre de la donnée,
- Description de la donnée,
- Identifiant de la donnée,
- Historique de la donnée,
- Point de contact des métadonnées,
- Date des données,
- Les métadonnées de chacune des données (raster ou vecteur) seront fournies au format ISO 19139 préconisé par INSPIRE pour assurer l'interopérabilité entre catalogues,
- Format .XML et .HTML.

Pour le catalogue d'attributs :

- Norme ISO 19 110.

7.2.10 Livrables

L'ensemble des livrables sera fourni en langue française sur support numérique dans les formats natifs facilement utilisables et permettant la consultation et la modification des documents. A minima, ils seront livrés au format bureautique (Word et Libre Office) et au format PDF obtenu par export PDF du document éditable, mais en aucun cas par scan de document papier.

Les fichiers numériques seront livrés sur support **clé usb** pour la livraison finale.

Les livrables papiers demandés devront, dans la mesure du possible, être fournis sur papier recyclé ou labellisé FSC ou PEFC avec une impression recto-verso.

Les échanges de données pourront s'effectuer par l'intermédiaire d'un cloud ou d'un serveur FTP à accès sécurisé ouvert aux membres de l'équipe projet.

7.2.11 Droit de propriété

Le maître d'ouvrage devient propriétaire de toutes les données produites au titre de ce marché, sous réserve des éventuels droits des tiers. Le prestataire s'engage par conséquent à lui transférer l'ensemble des droits afférents. La base de données sera diffusée sous licence open data.

Chaque propriétaire de données mises à disposition pour faciliter la réalisation de cette étude conserve la propriété de ses données.

Par ailleurs, dans la mesure du possible et en respect des droits de la propriété intellectuelle, le prestataire fournira au maître d'ouvrage les données exogènes, non fournies par ce dernier, qu'il aurait pu utiliser dans le cadre de cette prestation ou acquis dans le cadre de cette mission (photos, images, archives, ...)

7.3 Annexe 3 : Engagement - données géographiques IGN

L'acte d'engagement concernant les données géographiques numériques IGN (cf art. 2 de la convention IGN n°8752) sera fourni par la DEAL sur la base du modèle non contractuel ci-dessous et en fonction des besoins de l'étude :

(Convention n° 8752/IGN)

ACTE D'ENGAGEMENT D'UN CONCESSIONNAIRE, DÉLÉGATAIRE OU PRESTATAIRE DE SERVICES

Les fichiers désignés ci-après sont la propriété de l'Institut géographique national (ign) :

- BD TOPO® IGN de Guadeloupe
- BD ORTHO® IGN de Guadeloupe

Ces fichiers sont mis à la disposition du concessionnaire, délégataire ou prestataire de service :

Nom, raison sociale :

Siège social :

N° de SIRET :

Code juridique de l'établissement :

Ci-après désigné « le dépositaire »,

Par le bénéficiaire d'une licence IGN :

Nom, raison sociale :

Siège social :

N° de SIRET :

Ci-après désigné « le licencié »,

Cette mise à disposition est strictement subordonnée à la signature par le dépositaire du présent acte d'engagement.

Par le présent acte, le dépositaire :

1. reconnaît avoir pris connaissance des spécifications techniques des fichiers préalablement à la signature du présent acte ;
2. s'engage à n'exploiter ces fichiers et les données IGN, sous toute forme et sous tout support, que pour autant que cette exploitation est strictement liée et s'exerce pour les seuls besoins des prestations qui lui ont été confiées par le licencié, et s'interdit tout autre utilisation des fichiers et des données qu'ils contiennent ;
3. s'engage à détruire les fichiers IGN et tout document dérivé de ces fichiers qu'il n'aurait pas eu à restituer au licencié pour quelque motif que ce soit, dans le cadre de l'exécution du contrat de prestation, et à n'en conserver aucune copie ;

4. s'interdit notamment toute reproduction aux fins de divulgation, communication, mise à disposition, transmission des fichiers et des données à des tiers, sous toute forme, sur tout support, par quelque moyen et pour quelque motif que ce soit, à titre gratuit ou onéreux, sans l'autorisation expresse de l'IGN ;
5. reconnaît que tout manquement de sa part à ces dispositions engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de l'IGN.

Fait à _____, le _____

Le dépositaire _____ (nom et qualité)

Signature